

L'Adresse

Je vous dis que ce n'est pas en changeant de parti, blanc bonnet, bonnet blanc, car c'est la même chose. Qu'étaient les libéraux en 1984? Rejetés par la population entière du Canada, de Halifax à Vancouver. Pourquoi? Ils avaient endetté le Canada de presque 200 milliards. Ils avaient complètement abandonné la gestion de l'État. Ils ont été rejetés. Qu'ont fait les conservateurs? Nous avons cru. Oui, j'ai cru et j'ai cru en plus au beau risque, à l'appel que le Québec pourrait entrer dans l'honneur et l'enthousiasme dans la Confédération. J'ai cru aussi à ce beau risque. Je suis venu et là avec des gens aussi capables que l'honorable chef de l'opposition d'aujourd'hui, nous avons tenté de jouer le jeu honnêtement.

Qu'est-ce qui est arrivé avec le gouvernement conservateur de 1984 à 1993? Le même endettement; de 200 milliards, c'est rendu à 400 milliards, et maintenant c'est 500 milliards. Il y avait des problèmes constitutionnels; il y a encore des problèmes constitutionnels. Il y avait des chevauchements, il y a encore des chevauchements.

Là, on revient avec le chef qui est là et le ministre qui a parlé tout à l'heure, ces mêmes personnes qui, en 1984, ont été carrément rejetées. Pourquoi? Parce qu'ils ne savaient pas gérer l'État, ils l'avaient endetté. Dans l'histoire du Canada, qu'est-ce qu'on retiendra du Parti libéral? On retiendra que c'est le parti qui a mis en faillite le Canada et cela, vous en portez tous une responsabilité de siéger sous cette étiquette-là. C'est ce parti-là qui a renversé Joe Clark, rappelez-vous, pour dire «Nous, nous n'augmenterons pas les taxes». Joe Clark avait promis de baisser le déficit de 13 milliards à 10 milliards. Vous l'avez laissé aller à 38 milliards. Vous êtes les premiers responsables. Les conservateurs ont tenté aussi, ils ont raté aussi.

Alors nous avons compris que ce n'est pas le parti, c'est le système qui fait défaut et c'est cela qu'on veut changer.

Des voix: Bravo!

[Traduction]

M. Ian McClelland (Edmonton-Sud-Ouest): Monsieur le Président, j'ai une question à poser au député de Richelieu.

J'ai écouté attentivement ses observations et surtout celles de son chef. J'ai aussi prêté une oreille attentive aux interventions des ministériels. Il est intéressant de noter que toutes ces observations ont porté beaucoup sur les sous et bien peu sur les sentiments.

• (1815)

Depuis que je suis arrivé à l'âge adulte, j'entends constamment parler de ce débat concernant le Québec et sa place dans la Confédération. Nous allons avoir un débat honnête là-dessus, le député peut le croire, et peu importe que nous finissions gagnants, perdants ou à égalité, nous serons toujours voisins. Au moins, nous aurons eu un débat honnête, nous nous y engageons. J'espère qu'il en sera de même de la part du gouvernement.

Vous avez mentionné que Montréal était de toute évidence la ville où devrait être le secrétariat de l'ALÉNA sur l'environnement. Pouvez-vous me nommer les autres villes canadiennes qui sont dans la course et me dire pourquoi il faudrait retenir Montréal?

[Français]

Le vice-président: J'aimerais rappeler aux députés de bien vouloir adresser leurs questions à la Présidence.

M. Plamondon: Monsieur le Président, pour répondre concrètement à la dernière question, c'est lors de la conférence sur l'ozone qui s'est tenue à Montréal où le maire de Montréal était président de la Conférence sur les problèmes de l'ozone, et à ce moment-là, il avait été convenu que s'il y avait un secrétariat, ce serait à Montréal où avait eu lieu la conférence internationale. C'est dans ce sens-là que des engagements ont été pris et c'est dans ce sens-là que je le rappelais au gouvernement. Et j'ai été surpris de voir que la vice-première ministre, en passant par une étude d'entreprises privées, en donnant un petit contrat à quelqu'un, essayait par la bande de tirer ce centre dans sa propre circonscription, ce qu'on appelle du patronage dans le langage connu habituellement. C'est dans ce sens-là que j'en ai parlé.

Lorsque vous avez parlé tout à l'heure que depuis 30 ans aussi on parle des débats et de la présence du Québec. Nous sommes d'accord avec vous qu'il faut faire un débat et nous sommes certains que ces nouveaux députés du *Reform Party* apporteront énormément par leur position à la qualité du débat, et nous voulons faire ce débat justement pour arriver à une forme de respect entre les deux peuples fondateurs de ce pays et une nouvelle union économique, mais basée sur deux pays souverains.

[Traduction]

M. Ray Speaker (Lethbridge): Monsieur le Président, je crois que le député de Richelieu s'est laissé emporté par son enthousiasme et qu'il ne voulait pas vraiment dire ce qu'il a dit. Il a toutefois mentionné que tous les députés réformistes étaient chez le Gouverneur général hier soir. Le député aimerait peut-être corriger ses observations aux fins du compte rendu.

[Français]

M. Plamondon: Monsieur le Président, nous étions aussi ex-conservateurs, en somme, si je me rappelle bien, en passant.

Pour répondre à mon honorable confrère, je n'ai jamais souligné le fait que c'était parce que c'était chez le Gouverneur général que je ne voulais pas y aller. C'est parce que je trouve que c'était une dépense exagérée. En période de récession, on aurait pu se contenter, après le discours du Trône, du cocktail que nous avons eu à la Chambre. C'était suffisant, il me semble, comme dépense. Je trouvais que c'était exagéré en une année de récession d'aller encore dépenser un 100\$ par tête pour arriver à faire un party comme cela, alors que les démunis en arrachent. C'est dans ce sens-là que je l'ai dit. Mais c'est dans le plus grand